

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'État

Note d'information du 24 novembre 2014 relative à la répartition du produit des amendes de police relevées par les radars automatiques versé aux départements, à la collectivité territoriale de Corse et aux régions d'outre-mer pour 2014

NOR : INTB1424260N

Référence : article 40 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008.

*Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de département de métropole et d'outre-mer ;
Monsieur le préfet de la Corse ; Madame et Messieurs les préfets des régions d'outre-mer.*

La présente note a pour objet de vous présenter la répartition du produit des amendes de police relevées par les radars automatiques versé aux départements, à la collectivité territoriale de Corse et aux régions d'outre-mer pour 2014 et de vous en communiquer les modalités de gestion.

L'article 40 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 modifiant l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 prévoit une nouvelle affectation du produit des amendes perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et de sanction, par dérogation à l'article L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales.

Les dispositions de l'article 47 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 relèvent le montant de 60 M€ versé aux départements, à la collectivité territoriale de Corse et aux régions d'outre-mer et le portent ainsi à 64 M€. Cette répartition s'effectue sur la base de la longueur de la voirie appartenant à chaque collectivité territoriale concernée.

L'article 2 du décret n° 2013-363 du 23 avril 2013 modifie la date de prise en compte de la longueur de voirie : il ne s'agit plus du 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle est versé le produit précité mais du 1^{er} janvier de l'année précédant la répartition.

Le troisième alinéa de l'article 40 de la LFI pour 2008 précise également l'objet de cette répartition. Les sommes perçues par les bénéficiaires précités devront servir à financer des opérations destinées à améliorer la sécurité du réseau routier départemental.

Dans le cadre du recensement des données physiques et financières nécessaires au calcul de la dotation globale de fonctionnement 2014 (DGF), vous avez bien voulu renseigner sur Colbert Départemental la longueur de voirie pour chaque bénéficiaire au 1^{er} janvier 2013.

À partir de ces informations, le comité des finances locales a procédé, lors de sa séance du 13 novembre 2014, à la répartition du produit des amendes de police relevées par voie de radars automatiques dû aux départements, à la collectivité territoriale de Corse et aux régions d'outre-mer au titre de 2014.

La présente instruction a pour objet de vous rappeler les différentes affectations du produit des amendes de police relevées par les radars automatiques, de vous communiquer les résultats de la répartition 2014 et de vous exposer les modalités de versement aux bénéficiaires des sommes leur revenant.

Il vous est demandé de bien vouloir procéder dans les meilleurs délais à la notification des montants alloués aux collectivités en respectant les dates limites de fin de gestion.

I. – RÉPARTITION EN 2014

Lors de sa séance du 13 novembre 2014, le comité des finances locales (CFL) a pris acte de la répartition du produit des amendes de police dressées par voie de radars automatiques en 2014. Il a fixé la valeur unitaire du produit des amendes de police reversé aux départements, à la collectivité territoriale de Corse et aux régions d'outre-mer à 166,9374 €.

A. – LE MONTANT MIS EN RÉPARTITION EN 2014

L'enveloppe déterminée par l'article 47 de la LFI pour 2013, fixée à 64 M€, est répartie sur la base de la longueur de voirie appartenant à chaque bénéficiaire suivant : départements, collectivité territoriale de Corse et régions d'outre-mer.

B. – CALCUL DE LA VALEUR DE POINT EN 2014

Le recensement de la longueur de la voirie fait apparaître que 383 377,27 km de routes étaient gérés par les bénéficiaires au 1^{er} janvier 2013, ce qui aboutit à une « valeur de point » établie ci-dessous :

$$\frac{64\,000\,000\ \text{€}}{383\,377,27} = 166,9374\ \text{€}$$

Cette valeur de point est ensuite appliquée au nombre de kilomètres de voirie appartenant à chaque bénéficiaire pour déterminer le montant des attributions à verser.

II. – RAPPEL DES MODALITÉS DE VERSEMENT

A. – SUR COLBERT DÉPARTEMENTAL

Sur Colbert Départemental (<http://colbert-departemental.dgcl.mi>), vous trouverez dans l'onglet « Messagerie » la fiche de notification mise à disposition par la DGCL. Dès lors, il vous sera possible de générer les documents d'accompagnement relatifs à la dotation amendes de police « radars » dans l'onglet « Diffusion » en notifiant une dotation centrale. Deux dotations ont été créées : la CASAPRD (Compte d'affectation spéciale amendes de police radars pour les départements) concerne la dotation amendes de police relevées par les radars automatiques versée aux départements et la CASAPRR (Compte d'affectation spéciale amendes de police radars pour les régions d'outre-mer et collectivité territoriale de Corse) porte sur la dotation amendes de police relevées par les radars automatiques versée aux régions d'outre-mer ainsi qu'à la collectivité territoriale de Corse.

À toutes fins utiles, je vous rappelle que le site <http://doc-soutien.dsic.mi/> met à votre disposition tous les supports de formation relatifs à l'application Colbert Départemental (identifiant et mot de passe : colbert ; onglet « Application »).

Les montants indiqués concernent uniquement les départements, la collectivité territoriale de Corse et les régions d'outre-mer.

Dès réception de la présente instruction, il vous appartient de notifier et verser le montant de ces attributions aux conseils généraux et régionaux, ainsi qu'à l'assemblée territoriale de Corse.

B. – SUR CHORUS

Simultanément, les sommes attribuées seront mises à votre disposition par délégations d'AE et CP sur Chorus. Une MADI au titre du CASAPRD (Compte d'affectation spéciale amendes de police radars pour les départements) et du CASAPRR (Compte d'affectation spéciale amendes de police radars pour les régions d'outre-mer et collectivité territoriale de Corse) sera effectuée dès publication de la note d'information. Ces abréviations apparaîtront dans le champ « Commentaires ».

Le produit des amendes de police est inscrit à l'action n° 1 « Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières » du programme 754 « Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières ».

Le domaine fonctionnel de la dotation est le 754-01. Le code activité de cette dotation est le 0754010101A1. Le libellé du domaine fonctionnel et de l'activité est identique à celui du programme et de l'action.

Les dépenses effectuées au titre des amendes de police sont utilisées au financement d'opérations d'investissement. Elles doivent être imputées sur le compte 65312 correspondant à des « transferts directs autres que prélèvements sur recettes » au profit des collectivités territoriales du plan comptable de l'État.

Les crédits de paiement vous sont délégués entièrement en même temps que l'enveloppe globale d'AE, la dotation étant gérée en AE = CP. Ces opérations seront effectuées sur l'unité opérationnelle (UO) rattachée au budget opérationnel de programme (BOP) « BOP central ».

Il vous appartient dès réception de la présente instruction de verser les montants revenant aux bénéficiaires du produit des amendes de police relevées par les radars automatiques et avant la fin de l'exercice 2014.

III. – UTILISATION DES SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AMENDES DE POLICE

Le décret n° 2009-115 du 30 janvier 2009 détermine les différentes opérations susceptibles d'être financées par cette part du produit des amendes de police dressées par voie de radars automatiques au profit des départements. Les investissements réalisables portent sur les aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers et l'accès aux réseaux de transport en commun, y compris la création, l'amélioration ou l'aménagement de points d'arrêt pour les usagers; les aménagements de sécurisation des infrastructures et de leurs équipements, aménagement de carrefours, différenciation du trafic et des équipements assurant l'information des usagers et la gestion du trafic.

Les études préalables à la réalisation de ces travaux listés ci-dessus peuvent également faire l'objet d'un financement par le produit des amendes de police.

Je vous rappelle que pour permettre l'application des dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative les voies et délais de recours contre la décision d'attribution doivent être expressément mentionnés lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. Cette mention doit donc être inscrite sur chaque fiche individuelle de notification.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer aux collectivités bénéficiaires que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de votre réponse. Je vous signale, à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité «le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet».

Enfin, je vous rappelle que les collectivités doivent désormais être avisées de la date à laquelle s'effectuera le versement de la dotation sur leur compte au Trésor public, dans la lettre leur notifiant leur attribution. Le produit des amendes relevées par les radars automatiques est en effet concerné par les dispositions relatives aux dotations non mensualisées, pour lesquelles il vous appartient de fixer la date de versement en accord avec les services du Trésor public.

Toute difficulté dans l'application de la présente instruction devra être signalée à :

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'État

Sophie DESMOULINS

Tél. 01.49.27.35.52.

Mail: sophie.desmoulins@interieur.gouv.fr.

Fait le 24 novembre 2014.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des collectivités locales,

S. MORVAN